

Philippe Séguin (RPR) : « Nous serons prêts à toute éventualité »

Monsieur le Premier Ministre, **Q**UI, il y a deux mois, deux mois, jour pour jour, alors que la dissolution n'était encore que rumeur, qui aurait pu imaginer la scène que nous sommes en train de vivre ? Ni vous, probablement. Ni nous, assurément.

De tous ces événements, alors imprévisibles, nous avons à tirer (...) les enseignements. Je vais vous livrer notre analyse : vous avez moins gagné que nous n'avons perdu. Vous avez profité du rejet systématique par le corps électoral de ceux qui s'essayaient à gouverner. Il n'est pas désobligeant de noter qu'en l'espace de six ans et quelques semaines à peine vous aurez été le sixième premier ministre de la France.

On aurait tort de ne voir dans ce phénomène que l'expression de je ne sais quelle versatilité. Outre que ce serait faire injure à ce vieux peuple dont nous tenons, vous comme nous, notre légitimité, ce serait de surcroît ne pas entendre les deux messages qu'avec constance il s'obstine à nous adresser.

Le premier est une mise en garde. Les Français ont le sentiment que les sacrifices qui leur sont demandés ne sont pas seulement lourds, mais plus encore inutiles. Ils n'en sont que plus portés à se replier sur eux-mêmes, à défendre ce que certains appellent des avantages acquis, et à s'accrocher à ce qu'on dénonce comme leurs corporatismes. De là à penser que notre système n'a plus guère de prise sur les choses, et même qu'il en a si peu que la politique n'a plus de réel enjeu, il n'y a qu'un pas, que nombre d'entre eux ont franchi. Ainsi s'explique l'inquiétante montée de l'abstention et du vote pour le Front national. (...) En fait, à la longue, cet avertissement risque fort de se muer en condamnation : celle de notre système institutionnel, celle du principe même de la démocratie. (...)

Les Français nous adressent aussi, et heureusement, un appel pressant. Ils ne veulent plus que l'on se contente de rafistoler, d'accompagner le mouvement. Ils sont demandeurs d'un projet moderne et cohérent, permettant à notre pays d'entrer debout dans le troisième millénaire, mais sans y perdre ses racines et son âme. Cette exigence est parfaitement légitime, au regard des bouleversements qui secouent le monde. Nous ne vivons pas une crise dans l'acception habituelle du terme, mais une véritable révolution. Et même une triple révolution.

La première est une internationalisation accélérée de l'économie que les groupes industriels et financiers traduisent en délocalisations de plus en plus fréquentes vers les pays à bas salaires ; la deuxième est la montée en puissance d'une sphère financière qui tend de plus en plus à s'autonomiser par rapport aux autres composantes économiques et à imposer sa propre logique ; la troisième, et sans doute la plus importante, est l'explosion technologique des industries de la communication.

Condamner cette triple révolution serait aussi absurde qu'inutile (...). Là est le commun défi que nous avons à relever, chacun avec nos références, notre culture politique, notre histoire. Or, il n'est pas – ou plus – de corps de doctrine qui soit adaptable, en toutes circonstances, au monde que nous vivons. Il n'est pas – ou plus – de systèmes « clé en main » permettant de répondre à la fois aux espérances qui se font jour et aux détresses qui nous sollicitent.

Nous devons donc accomplir un énorme effort de remise en question des certitudes héritées d'un cycle définitivement clos. Il nous faut tenir les deux bouts d'une société écartelée entre la mondialisation et l'exclusion. Bref, il nous faut réussir la synthèse entre compétitivité et solidarité. La France se doit de participer à la grande aventure de la mondialisation ; elle se doit aussi d'en reconnaître les contraintes. Il est impossible de vivre dans un monde ouvert et d'en refuser les conséquences, à commencer par la première d'entre elles : l'exigence de compétitivité.

Compétitivité du service public, ce qui suppose notamment une profonde réforme de notre appareil administratif.

Compétitivité de la nation, ce qui suppose, outre des finances solides, des équipements collectifs performants.

Compétitivité des entreprises, enfin, ce qui suppose de leur laisser la plus grande liberté de gestion possible. Car il n'existe pas d'« entreprises citoyennes » : il existe des entreprises qui sont confrontées quotidiennement à une compétition exacerbée et dont le premier devoir est de survivre. (...)

La croissance ne réglera pas tout. Mais sans croissance, on ne réglera rien. La voilà, la première réponse au lancinant cancer du chômage. La seconde passe par une profonde mutation de notre système de solidarité. La solidarité (...) devient la condition même de tout équilibre social. Les gaullistes que nous sommes ont dans ce domaine quelques références à faire valoir. Nous sommes d'autant mieux placés pour convenir que notre système est à bout de souffle.

De cette situation, nous sommes tous responsables. Nous nous sommes trop longtemps contentés de colmater les brèches, au nom en particulier d'un traitement social du chômage dont nous pouvons aujourd'hui mesurer le coût et l'inefficacité. (...) Il nous faut impérativement modifier notre méthode en passant résolument de l'assistance à l'insertion. Lourde tâche puisqu'elle suppose, outre une réforme du financement de notre protection sociale dont chacun sait qu'il pénalise outrageusement le travail, une transformation profonde de nos approches et de nos comportements. (...)

Pour tout vous dire, nous n'avons pas retiré, à vous entendre, le sentiment que votre propos réalisait cette synthèse, voire même la recherchait. Vous nous avez paru ne pas toujours vous affranchir de certains des schémas du passé. (...)

Il est vrai que de nouvelles contraintes sont apparues, nécessitant des concessions à vos divers alliés et, en particulier, à ceux de la mouvance bucolique. Vous pouvez pourtant vous rassurer : le temps viendra vite où l'autre aile de votre majorité leur fera savoir qu'il est un son encore plus insupportable que celui des avions qui décollent ou des voitures qui roulent : c'est le silence pesant des usines et des chantiers qui, si on les suivait, pourraient ne plus ouvrir.

Au cœur de ce double impératif de compétitivité et de solidarité, nous trouvons bien sûr l'Europe. L'Europe, dont nous savons les uns et les autres qu'elle est tout à la fois indispensable, incomplète et fragile. L'instant ne serait pas si grave que j'esquisserais un sourire en vous observant vous coller avec la mise en œuvre du traité de Maastricht.

C'est en 1992 que vous-mêmes et vos amis vous êtes mis dans la contradiction dans laquelle vous vous débattez. En acceptant alors la priorité monétaire, vous en acceptiez forcément les implications, que vous ne pouviez ignorer. Car les Allemands avaient joué cartes sur table. C'est dire que, pour un temps, du moins, vous acceptiez forcément une Europe différente de celle que vous prétendiez appeler de vos vœux. Que vous en conceviez des regrets n'échappe à personne. Mais ces regrets (...) sont bien tardifs. Quand on a tiré le vin, il faut le boire, surtout quand on est allé soi-même chercher les bouteilles à la cave.

A l'époque, il avait semblé à beaucoup que les objectifs de prospérité, d'indépendance et de liberté de l'Europe auraient pu être poursuivis à moindres frais si nous avions mis la recherche d'une convergence sociale, politique et démocratique avant la mise en place de la toiture monétaire. On sait ce qu'il

Le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, répond à la déclaration de politique générale du premier ministre

est advenu. Désormais, le traité s'impose à chacun. A vous comme à moi. Il est devenu la loi de la nation.

En êtes-vous aussi convaincu que vous le dites ? Plus, en tout cas, que votre ministre chargé des affaires européennes ? Votre majorité, plurielle, est-elle prête à endosser cette lourde contrainte ? Cette question, nous nous l'étions posée à la lecture de votre programme électoral. Nous nous la posons plus encore au vu de la manière dont vous avez abordé le dossier de la ratification du pacte de stabilité et de croissance, pacte qui, par parenthèse, était plus qu'en pointillés dans le traité de Maastricht, et dont il faudrait enfin comprendre qu'il était la seule clé d'un assouplissement éventuel des critères.

Entendons-nous, il ne s'agit pas de vous chipoter sur votre contribution aux décisions d'Amsterdam, contribution dont nous nous contenterons de ne pas exagérer la portée, tant les concessions qui vous ont été faites nous paraissent tout à la fois rhétoriques et cosmétiques. Je recommande d'ailleurs à nos collègues qui siègent à gauche la lecture du texte sur l'emploi que vous avez réalisé : ils seront édifiés ! Il restera de tout cela que la continuité a prévalu et que les décisions de Dublin ont été définitivement entérinées. Ce qui explique le satisfecit que vous a adressé le président de la République.

Il ne s'agit pas davantage de contester le fond de votre démarche. Nous la contestons d'autant moins que Jacques Chirac l'avait largement initiée. Mais il n'avait pas seulement été le premier à évoquer l'impérieuse obligation de créer un modèle social européen.

Il avait eu de surcroît le courage et la lucidité d'admettre qu'il n'était pas possible de tenir un tel discours sans faire parallèlement la démonstration que la France était résolue à tenir les engagements qu'elle avait contractés – ce qui supposait la poursuite de la remise à niveau des finances publiques entamée par Edouard Balladur. Oui, il fallait du courage et de la lucidité pour faire un tel choix et de l'abnégation pour le mettre en œuvre. Cette abnégation dont a su faire preuve Alain Juppé. Vous êtes-vous seulement interrogé, Monsieur le Premier Ministre, sur le poids que ce courage et cette abnégation avaient pesé dans votre victoire électorale ? Permettez-nous du moins d'espérer que vous n'aurez pas recouru à cette ficelle dérisoire de l'héritage, par audit interposé, pour justifier un recul dans vos engagements européens ou le renvoi aux calendes grecques de vos promesses électorales.

C'est assez dire que le plus dur est devant vous. Ce sont nos quatorze partenaires qu'il vous faut désormais convaincre de la pertinence des mesures nationales que vous souhaitez mettre en œuvre, mais aussi et surtout de leur cohérence avec les engagements que le peuple français a pris en ratifiant le traité de Maastricht. Et c'est là, bien sûr, que le bât blesse.

Car voyez-vous, Monsieur le Premier Ministre, il ne peut leur sembler, pas plus qu'à nous, ni pertinent ni cohérent d'envisager :

- de créer 700 000 emplois financés par des fonds publics ;
- de réduire de 39 à 35 heures le temps de travail sans réduction des salaires ;
- de geler le périmètre des participations industrielles et financières de l'Etat, renouant ainsi avec un « ni-ni » de sinistre mémoire.

Il va donc vous falloir choisir entre deux paroles données : l'une à vos électeurs, l'autre à nos partenaires. (...)

Si j'ai bien compris, le chef de l'Etat vous a permis de sortir d'un mauvais pas en vous laissant le beau rôle : celui qui dit ce qu'il fait et qui essaie de faire ce qu'il dit. Situation confortable, mais qui ne durera pas. Le président de la République n'est commis ni au rôle d'empêcheur de rêver en rond ni à celui de pompier de service. Comme nous, il ne peut qu'attendre, pour vérifier si le gouvernement est bien capable de conduire une politique qui soit compatible avec les promesses de la majorité comme avec les engagements internationaux de la France.

Pour l'heure, vous admettez comme moi, Monsieur le Premier Ministre, qu'il attend sereinement et loyalement. Voilà qui fournit une première réponse à ceux qui feignaient de s'interroger sur la capacité de Jacques Chirac à conduire une cohabitation. Loyal – et efficace, en plus, ce qui ne gêne rien –, il l'a été à Poitiers et à Amsterdam, où il a fait en sorte que la France parle d'une seule voix. Serein, il l'a été lorsqu'il vous a invité à lui présenter votre équipe gouvernementale, marquant ainsi qu'il ne vous considérait pas comme des « ennemis de l'intérieur ».

A la vérité, cette cohabitation sera, Monsieur le Premier Ministre, telle que vous la déciderez. Constructive, si votre gouvernement se contente de gouverner, ce qui n'est pas rien, conflictuelle s'il devait en être autrement. Nous serons prêts à toute éventualité, mais surtout déterminés à démontrer que le chef de l'Etat n'est pas isolé.

Mais nos attentes ne se limitent pas là. Nous attendons également de vous et de votre gouvernement que vous usiez vis-à-vis de l'opposition et, en particulier au Parlement, de la même ouverture d'esprit que la nôtre, tout au long de la précédente législature, malgré l'existence d'un rapport de forces infiniment plus inégal. (...) N'oublions pas en effet que la qualité d'une démocratie s'évalue tant à l'aune de la vertu qu'on y pratique qu'à celle du respect qu'on porte à la minorité.

Les chantiers qui s'ouvrent devant vous sont vastes. Les attentes des Français, telles que nous les percevons, au Rassemblement pour la République, ne le sont pas moins. Les réponses que vous nous proposez ne sont pas de nature à nous convaincre. En conséquence, il va de soi que nous ne vous apporterons par nos voix. Avec nos amis de l'UDF, nous formerons une opposition résolue et loyale. La polémique gratuite est une facilité que les démocraties peuvent offrir lorsqu'elles sont prospères, un luxe que la République ne peut se permettre que lorsque toutes les forces qui s'affrontent en son sein lui sont également attachées. Nous n'en sommes, hélas ! plus là et, dans ces conditions, nous aurons à cœur de ne vous critiquer que sur l'essentiel.

Un dernier mot, Monsieur le Premier Ministre, un dernier mot personnel, si vous le voulez bien. Nous venons l'un et l'autre du même monde : celui de l'enseignement public. Tous deux nous nous sommes engagés, pour cette raison, entre autres, dans la voie d'une carrière publique de haut fonctionnaire d'abord, d'homme politique, ensuite. Puis nos vies ont divergé. J'ai choisi le général de Gaulle et sa haute espérance fondée sur l'exaltation de la dignité et de l'impartialité de l'Etat. Vous avez vous-même embrassé l'idéal socialiste.

Aujourd'hui encore, Monsieur le Premier Ministre, j'ai le sentiment que l'idéal du chef de la France libre nous mène plus haut et plus loin que les promesses qu'avance la social-démocratie française. Le verdict de l'Histoire tombera vite. Pour ce pays que, comme vous, j'aime par-dessus tout, j'espère sincèrement qu'il ne sera pas trop cruel.

Ce sont nos quatorze partenaires qu'il vous faut désormais convaincre de la pertinence des mesures nationales que vous souhaitez mettre en œuvre, mais aussi et surtout de leur cohérence avec les engagements pris